

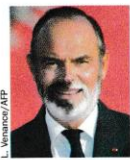
Bonne semaine



Arnu/SP

Anne-Claire Mialot choisie

La préfète déléguée pour l'égalité des chances en Seine-Saint-Denis a été nommée à la tête de l'Anru (Agence pour la rénovation urbaine). Elle va être en charge du Nouveau programme national pour le renouvellement urbain. Cette haut fonctionnaire de 44 ans, qui a passé deux ans au cabinet d'Emmanuel Macron à l'Élysée, n'est pas énarque, mais issue de la fonction publique territoriale. Tout un symbole.



L. Vermeire/AFIP

Edouard Philippe remarqué

L'ex-Premier ministre continue de marquer des points en affichant sa différence. Il s'est ainsi déclaré favorable à la vaccination obligatoire et a critiqué l'attitude du président : « Nous voulons nous départir de l'acidité, des polémiques incessantes, des petites phrases qui pourrissent le débat. » Symbole de ses intentions : il a installé son parti dans l'ancien QG de Jacques Chirac.

Mauvaise semaine



Willy/Sipa

Jean-Michel Blanquer épinglé

Dans une tribune publiée par le *Journal du Dimanche*, 2700 professionnels de la santé et de l'éducation critiquent la gestion du Covid par le ministre de l'Éducation, et ce alors que des syndicats de l'enseignement ont appelé à la grève. Les signataires dénoncent un manque flagrant de moyens, l'absence d'acquisition de capteurs de CO₂ et la tendance du ministre à communiquer les évolutions de protocole les veilles de rentrée.

L'Etat maintient la SNCF sur des rails glissants

L'objectif de l'entreprise publique n'a pas changé : atteindre un flux de trésorerie positif en 2022. Mais ses marges de manœuvre sont de plus en plus réduites.

C'est un gros ballon d'oxygène qu'a reçu la SNCF pour ses étrennes : la reprise par l'Etat-actionnaire de 10 milliards d'euros de dettes contractées dans le passé par SNCF Réseau, le gestionnaire des infrastructures de l'entreprise publique. Il s'agit de la seconde opération de ce type prévue dans le cadre de la réforme ferroviaire de 2018, après les 25 milliards effacés en janvier 2020. Le tout en accord avec la Commission européenne.

A l'époque, il avait été décidé de dégonfler le stock de dettes de 60 milliards d'euros générés en majorité par la construction des lignes de TGV. En contrepartie, l'entreprise publique s'attelait à une vaste réorganisation, avec la fin des embauches au statut des cheminots, son découpage en cinq sociétés anonymes – en vigueur depuis janvier 2020 – et la promesse de réduire ses coûts de 850 millions par an. « Avec ce renflouement, SNCF Réseau devait économiser plus d'1 milliard par an rien qu'en frais financiers », rappelle-t-on au sein de la direction, où l'on croise les doigts pour que la dette ne se creuse pas à nouveau.

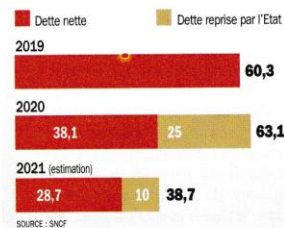
Réduction contrainte de l'offre

Car la crise sanitaire pourrait bien tout faire dérailler. En 2020, le groupe aura finalement affiché 3 milliards de perte nette. Et son PDG, Jean-Pierre Farandou, a prévenu qu'il serait à nouveau dans le rouge en 2021, entre 1,5 et 2 milliards. Or, les perspectives d'amélioration s'éloignent avec les effets de la « cinquième vague » de Covid et le renforcement des mesures de télétravail qui obligent la compagnie à réduire son offre de trains, aussi bien sur les lignes régionales TER que celles des TGV où la clientèle business est loin d'être revenue au niveau de 2019. La SNCF tient toujours sa promesse d'atteindre un flux de trésorerie positif en 2022, mais les marges de manœuvre sont de plus en plus réduites.

Au lieu de la décroissance régulière de la dette projetée en 2018, celle-ci fait du yo-yo. Les grèves de 2019-2020, puis le

Lente amélioration

► Endettement de la SNCF (en milliards d'euros)



Les grèves de 2019-2020 et la pandémie ont alourdi la dette nette de 3 milliards au premier semestre 2020, puis à nouveau de 256 millions en 2021 à la même période.

Covid-19 l'ont alourdie de 3 milliards au premier semestre 2020 puis à nouveau de 256 millions l'année dernière à la même période, la portant à 38,4 milliards. Pour faire face à ses dépenses courantes, la SNCF est en effet contrainte d'emprunter sur les marchés. Les finances sont gérées dans l'urgence. Malgré une augmentation de capital de 4 milliards consentie par l'Etat dans le cadre du plan de relance, le groupe a dû céder en octobre pour 3 milliards sa filiale, rentable, de location de wagons de fret Ermewa.

« Les 35 milliards d'euros de dettes reprises par l'Etat sur la période 2020-2022 seront remboursées, comme ses propres dettes, en réempruntant les mêmes montants », explique l'expert François Ecalle, dans une note du 6 janvier publiée sur le site Fipeco. Du moins, tant que la Banque centrale européenne le permettra et que les créanciers de l'Etat considéreront son endettement comme soutenable. S'ils venaient à perdre confiance, il n'est pas exclu que les contribuables soient mis à contribution », met en garde l'ex-magistrat de la Cour des comptes. Selon lui, le coût global du transport ferroviaire s'élève déjà à 17 milliards par an pour les contribuables français. P. Da.

Caducour

La première selon le prix à Pa beaucoup un an d'agencury 21, en moyennement hausses dans toments fLaurentury 21 + 12,29 dans le et-Marriciens, 1 ancien lines, + ou + 8, Les pr 7449 e appart Seine,